



**PREFECTURE  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
(NOMINATIFS)  
N°75-2023-270

PUBLIÉ LE 15 MAI 2023

# Sommaire

## **Préfecture de Police / Direction des transports et de la protection du public**

75-2023-05-11-00007 - Arrêté n° DOM 2023063 du 11 mai 2023 portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale [REDACTED] (3 pages)

Page 3

Préfecture de Police

75-2023-05-11-00007

Arrêté n° DOM 2023063 du 11 mai 2023 portant  
autorisation pour l'exercice de l'activité de  
domiciliation commerciale

**Arrêté n° DOM 2023063 du 11 MAI 2023**

**portant autorisation pour l'exercice de l'activité de domiciliation commerciale**

**Le Préfet de Police,**

**VU** la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

**VU** le code de commerce, notamment ses articles L. 123-10 à L. 123-11-8 et R. 123-166-1 à R. 123-171 ;

**VU** le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-2, L. 561-37 à L. 561-43 et R. 561-39 à R. 561-50 ;

**VU** l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

**VU** le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

**VU** l'arrêté DOM 2018090 du 30 novembre 2018 autorisant la société DENIS FRERES, n° identifiant 455 201 277 R.C.S. PARIS, à exercer l'activité de domiciliation commerciale au sein des locaux de son siège social et établissement principal sis 9 avenue de Friedland – 750008 PARIS, pour une durée de 6 ans ;

**VU** le changement d'adresse du siège social et établissement principal intervenu le 3 janvier 2023 et déclaré le 21 avril 2023, par Monsieur Nicolas DENIS, président de ladite société, conformément à l'article L. 123-11-3 du code de commerce ;

**CONSIDERANT** que ladite société met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R. 123-168 du code de commerce, au sein de son siège social et établissement principal ;

**CONSIDERANT** les pièces produites par le pétitionnaire ;

**SUR** proposition du directeur des transports et de la protection du public ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1 :** L'arrêté DOM 2018090 du 30 novembre 2018 autorisant la société DENIS FRERES à exercer l'activité de domiciliation commerciale au sein des locaux de son siège social et établissement principal situés 9 avenue de Friedland – 75008 PARIS est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** La société DENIS FRERES, est autorisée à exercer l'activité de domiciliation commerciale dans les locaux de son nouveau siège social et établissement principal situés 24 avenue de l'Opéra – 75001 PARIS, pour une durée de 6 ans, à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3 :** Conformément à l'article R. 123-166-4 du code de commerce, toute modification substantielle portant sur le titulaire de l'agrément, les locaux et les moyens selon lesquels le titulaire dispose des locaux (bail, titre de propriété...), doit être déclarée dans un délai de **deux mois** et les pièces justificatives fournies à la Préfecture de Police de Paris – Direction des transports et de la protection du public – Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – Section domiciliations, 1 bis rue de Lutèce 75195 PARIS CEDEX 04.

**Article 4 :** Le directeur des transports et de la protection du public est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Paris et de la Préfecture de Police.

Pour le préfet de police et par délégation

L'adjointe au chef du bureau  
Des polices administratives de sécurité  
Sidonie DERBY

### Délais et voies de recours

*Conformément aux articles L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :*

- un recours gracieux, auprès du Préfet de Police – DTTP– Sous-direction des polices sanitaires, environnementales et de sécurité – Bureau des polices administratives de sécurité – 1 bis rue de Lutèce – 75195 Paris Cedex 04
- un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer - Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques-Place Beauvau -75008 Paris

- un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture de police  
1 bis, rue de Lutèce – 75195 PARIS 04  
Tél : 3430 (0,06 €/min + prix d'un appel)  
<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr>

3